

L'ÉCONOMISTE ET L'ANTHROPOLOGUE

Claude Pairault

Au début de leurs études d'économie, les étudiants s'entendent généralement proposer une ou plusieurs définitions du mot "économique". Ces définitions font souvent état de trois éléments qu'on appelle production, répartition (ou échange ou distribution) et consommation. Il s'agit là, en effet, de trois activités ou opérations nécessaires à la subsistance des sociétés humaines.

De telles opérations, cependant, se pratiquent de manière fort différente selon les lieux et les temps. Pour nous en tenir à quelques exemples actuels, il est clair qu'entre la production céréalière du Nord-Dakota et la production lobi du sorgho aux environs de Gaoua (Haute-Volta), entre l'élevage peul et celui d'une exploitation charolaise, les contrastes sont grands. De même, écouler la viande d'une bête dans un super-marché urbain ne se fait pas comme on partage les morceaux d'une antilope dans un village traditionnel du Tchad. Et les règles de la consommation à Brasilia ne ressemblent guère à celles d'une famille sénoufo des environs de Korhogo (Côte-d'Ivoire).

Il est pourtant admis, très souvent, que les études d'économie concernent assez exclusivement les mécanismes modernes, c'est-à-dire les règles du jeu économique qui prévaut dans des sociétés plus ou moins industrialisées, ainsi qu'entre ces mêmes sociétés où l'étalon monétaire est la référence constante, quel que soit le mode de production en vigueur.

Dans *L'Économie*, manuel classique de Paul Samuelson, l'auteur commence par remarquer (p. 22) que "l'Économie recherche comment les hommes et la société *décident*, au faisant ou non usage de la monnaie, d'affecter des ressources productives *rare*s à la production — à travers le temps — de marchandises et services variés, et de répartir ceux-ci, à des

fins de consommation présente ou future, entre les différents individus et collectivités constituant la société." Mais, à ne consulter que les titres des six parties composant un tel manuel (dont l'édition française couvre plus de 1300 pages bien tassées), on s'aperçoit qu'il s'agit toujours de "revenu national", d'échanges et finances extérieurs (internationaux), de "production nationale", de "formation des prix" et de "problèmes économiques récents".

Fort intéressant pour quiconque veut s'initier à l'analyse économique, l'ouvrage de Samuelson ne dément quère, en 1970, une remarque formulée par Engels quelque cent ans plus tôt: "L'économie politique, en tant que science des conditions et des formes dans lesquelles les diverses sociétés ont produit et échangé, et dans lesquelles en conséquence les produits se sont chaque fois répartis, — l'économie politique avec cette extension reste pourtant à créer. Ce que nous possédons de science économique jusqu'ici se limite presque exclusivement à la genèse et au développement du mode de production capitaliste." (*Anti-Dühring*, 1877).

Certes, depuis cent ans, d'autres modes de production ont fait l'objet d'études. Samuelson lui-même note (t.2, p. 579) que la plupart des chapitres de son ouvrage "ont été consacrés à l'économie à caractère mixte, et non pas à un monde imaginaire de laissez-faire qui n'a jamais existé ou à un monde utopique encore à naître." Il reste que, devant la diversité des règles sociales de la production, de l'échange et de la consommation, l'analyse économique de style scientifique (quantitatif) moderne risque, si elle ne prend garde, d'isoler abstraitement son objet, au lieu de le considérer comme un élément de la totalité sociale. Bref, le danger qui guette l'économiste est que celui-ci, sans bien s'en rendre compte, se transforme en "économiste", c'est-à-dire qu'il finisse par juger de *tous* les problèmes d'une société à partir de sa science économique, au lieu de confronter attentivement ses analyses à celles d'une réalité globale dans laquelle l'économie, secteur essentiel, ne demeure néanmoins toujours qu'un secteur.

Comment éviter le danger?

La réponse théorique à cette question est simple: si, refusant la tentation économiste, l'économiste entend situer ses analyses dans le cadre général de la vie sociale, cela implique de sa part une certaine conversion à la sociologie ou à l'anthropologie. Certes, les deux disciplines ("sociologie" et "anthropologie") ne sont pas identiques; mais, selon des mé-

thodes propres à chacun, le sociologue et l'anthropologue visent tous deux un objectif commun qui n'est autre, en présence d'un groupe donné, que la connaissance objective des *faits sociaux* caractérisant l'existence de ce groupe. Autrement dit, essayant d'évoquer le rapport entre économie et anthropologie, cet article pourrait aussi bien, dans une large mesure, s'exprimer en termes de rapport entre économie et sociologie.

Les "faits sociaux" qui se présentent à la recherche sont nombreux: toute société, petite ou grande, organise un espace qui est le sien, dispose de son temps pour un certain nombre de travaux et de fêtes spécifiques, recourt à des techniques qui ne sont pas partout les mêmes, possède un code de symboles et des institutions qui lui sont propres: langue, famille, coutumes parfois fort différentes selon les lieux. Tous ces domaines méritent d'être explorés méthodiquement, et pratiquer une telle exploration équivaut à "faire de l'anthropologie". Pour caractériser de manière générale le champ d'investigation ouvert à un anthropologue ou à un sociologue, on peut dire que ce champ est celui même de la vie sociale, laquelle englobe toujours six éléments ou domaines essentiels: l'esthétique, le savoir (y compris le savoir-faire), l'économique, le politique, l'éthique, le religieux. L'économique — on le voit — se range parmi d'autres constituants qui ne peuvent s'y réduire. Notons, en même temps, que, dans aucune société au monde, les éléments précités n'existent ni ne fonctionnent indépendamment les uns des autres. Leur interpénétration est d'autant plus manifeste lorsqu'il s'agit d'une société de dimension modeste, de style communautaire, de civilisation orale, — comme c'est encore le cas, par exemple, dans nombre d'ethnies sud-sahariennes.

Plutôt que de poursuivre ces considérations théoriques, je prendrai précisément trois exemples africains, destinés à illustrer le rapport de l'économique avec le reste de la vie sociale. Ces exemples ont une caractéristique commune; ils se réfèrent tous les trois à un instrument dont la nature et l'usage semblent, à première vue, n'intéresser que la sphère économique, puisqu'il s'agit de monnaie ou d'argent.

1 — LES TIV DU NIGERIA

Ce groupe ethnique du Nigeria central a donné lieu, il y a vingt-cinq ans, à un bon travail anthropologique effectué par P. Bohannan (1954: *Tiv Farm and Settlement*, London; 1957: *Justice and Judgment among the Tiv*, London).

L'auteur insiste sur le fait que les Tiv — comme beaucoup d'autres sociétés traditionnelles — pratiquaient 'coutumiérement un type d'économie qu'on peut appeler "multicentrique". Il s'agit d'une économie selon laquelle les biens échangeables au sein de la société relèvent de deux ou plusieurs catégories mutuellement exclusives, — chaque catégorie se rapportant à des règles institutionnelles et à des valeurs qui lui sont propres. Dans certaines économies de type multicentrique, ces catégories (ou sphères) d'échange demeurent bien distinctement séparées les unes des autres, mais il existe souvent des moyens prévus par la coutume pour opérer certaines conversions de richesse d'une sphère à une autre.

Ainsi, les Tiv distinguaient trois sphères d'activités économiques: (1) les biens de "subsistance" (*yiagh*), (2) les biens de "prestige" (*shagba*), (3) le domaine de l'*alliance* (acquisition d'une femme en échange de la cession d'une autre).

(1) Entrent dans la sphère "subsistance", tous les produits locaux: nourriture (ignames, céréales, condiments), petit élevage (poulets, cabris, moutons), les ustensiles ménagers (mortiers, meules, Calebasses, paniers, poteries), les outils agricoles et les matières premières de la production technique artisanale. Les Tiv connaissent depuis longtemps l'institution du "marché". Autrefois, sur leurs marchés, les produits qu'on vient d'énumérer s'échangeaient par troc; après l'apparition de la monnaie moderne, les Tiv ont vite fait d'appliquer sur leurs marchés la loi de l'offre et de la demande.

(2) La deuxième sphère de l'économie tiv n'avait rien à voir avec la domaine des marchés. Les biens qui entrent dans cette sphère sont les suivants: "esclaves" (*), bétail, prestations rituelles (par exemple: divination, guérison), un large habit blanc traditionnel appelé *tugudu*, médicaments indigènes et barres de métal. Il y a une vingtaine d'années, des "esclaves" étaient encore échangés contre un certain nombre de boeufs et de barres de métal; des boeufs se cédaient pour une contre-partie de barres de métal et de *tugudu*. L'accomplissement de certains rites magiques était réglé en barres de métal ou en *tugudu*; d'autres rituels appelaient une rétribution en boeufs, "esclaves", *tugudu* ou barres de métal. L'échange de tels

(*) — Le terme est mis entre guillemets, car il correspond, dans les sociétés traditionnelles d'Afrique, à une réalité qui n'est pas celle de l'esclavagisme des traites.

biens et services était lui-même ritualisé, et n'avait aucunement sa place sur le marché.

Il convient de remarquer qu'à l'intérieur de cette sphère de "prestige", les barres de métal pouvaient normalement servir de médium général pour l'échange, ou, comme le dit Bohannan, de "monnaie d'usage général" (*general purpose money*).

(3) Une troisième sphère d'échange consistait uniquement dans les tractations matrimoniales. Jusqu'en 1927, le seul bien exigible et accepté en compensation d'une femme s'établissant dans la famille de son nouvel époux était une autre femme, remise en échange par la famille de ce nouvel époux. L'échange n'était pas forcément immédiat; il pouvait demander parfois un délai de deux ou trois générations (durant ce délai, certains "gages" étaient fournis à la famille qui avait cédé la femme).

De plus, la coutume admettait une autre forme de mariage, *kem kwase* ("accumulating a woman/wife" — "gagner une femme à épouser"). Le mariage de type *kem* consistait à se procurer une épouse en compensant cette acquisition par un paiement de barres de métal à la belle-famille; mais, pour avoir le droit de paternité sur sa progéniture, l'homme qui se mariait ainsi devait effectuer des versements supplémentaires de métal. En se référant à cette coutume, Bohannan prend bien soin de noter que la monnaie alors utilisée (les barres de métal) ne se présentait pas comme un équivalent de la valeur de la femme, — le seul équivalent ici, rappelons-le, étant une autre femme. En d'autres termes, dans le mariage de type *kem*, les barres de métal servent à "payer", non à "mesurer" ni à "médiatiser" définitivement la valeur de l'échange.

— L'exemple tiv permet de réfléchir sur des formes d'échange dont les sociétés modernes se sont distancées. On reconnaît classiquement aux monnaies d'aujourd'hui trois fonctions ou objectifs: (a) moyen d'échange, (b) mesure de valeur, (c) moyen de paiement. Là et quand une monnaie assume ces trois fonctions — auxquelles d'autres, du reste, peuvent s'adjoindre —, cette monnaie sert à tous les usages (tel est le rôle joué par les barres de métal dans la deuxième sphère — celle des biens de prestige — chez les Tiv). Mais là et quand une monnaie *ne* joue *que* comme moyen d'échange ou *seulement* comme moyen de paiement, nous sommes en présence d'une "monnaie d'usage particulier" (*special purpose money*).

Les Tiv témoignent donc d'une économie "multicentrique",

puisque leur économie fonctionne autour de trois centres distincts: le centre des biens de subsistance, le centre des biens de prestige, le centre des alliances matrimoniales. D'une sphère à l'autre, les moyens d'échange diffèrent; la fonction des barres de métal est cependant très intéressante à observer, car, outre le fait que celles-ci servaient de véritable monnaie dans la deuxième sphère, elles permettaient, dans certains cas, d'obtenir des biens de subsistance (première sphère) et des biens d'alliance (troisième sphère, celle des épouses). Lorsque de telles "conversions" (*) s'opèrent, une appréciation éthique s'ensuit: par exemple, le Tiv qui est parvenu à convertir des produits agricoles en barres de métal, puis à utiliser des barres de métal pour se procurer une épouse est à la fois craint et respecté. C'est, dit-on, un "coeur fort". Celui qui, en revanche, pratique le mouvement de conversion inverse doit s'en expliquer, car, dans la société tiv, on considère comme "mauvais" de se procurer de la nourriture en cédant des barres de métal, et comme encore plus mauvais de céder une femme à marier en échange de têtes de bétail ou de barres de métal.

Un tel style d'économie coutumière n'est certes pas exceptionnel. Et il serait intéressant d'examiner comment l'introduction du signe monétaire moderne (unicentrique) chez les Tiv ou dans une société de ce genre a pu perturber non seulement l'économie traditionnelle, mais des modèles éthiques, c'est-à-dire, en fin de compte, la vie sociale dans son ensemble. L'usage d'une seule monnaie pour tout "commerce" tend à réduire au même dénominateur tous les biens et services que cette monnaie rend accessibles. On en vient à dire, à New York, qu'un homme "vaut" par exemple soixante mille dollars, tandis que, chez les Tiv, une certaine quantité de barres de métal, permettant éventuellement l'acquisition d'une épouse, ne représentait jamais la "valeur" de cette femme, elle-même considérée — si l'on peut dire — comme le capital le plus précieux.

2 — UNE ENQUÊTE SUR L'ARGENT

Nous sommes en 1970, quelque part en Afrique centrale. Un vieux sage expose comme suit le progrès (*amajambere*, la "marche en avant") dans les dix dernières années:

(*) — La terminologie de Bohannan distingue **conversion** (= usage des barres de métal pour passer d'une sphère à l'autre) et **conveyance** (= échange habituel à l'intérieur de la même sphère).

“Il y a maintenant les *banya impeke* (“les gens de la bière de sorgho”); ce sont ceux qui gagnent 1.800 francs CFA (*) par mois.

Les *banya cerwarwa* (“gens de la bière de banane”) gagnent 3.000 francs par mois.

Les *banya Primus* (marque de bière de type occidental) gagnent 15.000 francs par mois.

Les *banya Jurvinyu* (vin portugais) gagnent 30.000 francs par mois.

Les *banya whisky* gagnent 60.000 francs par mois (les députés).

Les *banya Champagne* gagnent 150.000 francs par mois (les ministres).

Mais, à la fin du mois, il leur reste à tous la même chose, c'est-à-dire zéro franc.”

Ce classement humoristique nous met en face d'une nouveauté brutalement diffusée en Afrique au XX^e siècle: la monnaie européenne. Selon notre vieux sage, l'argent moderne associé à la “marche en avant” des années précédentes entraîne les conséquences que voici:

(1) Avoir plus d'argent, c'est pouvoir aussitôt consommer plus.

(2) A partir d'un certain revenu (ici: 30.000 francs), la consommation vise des produits venant de l'étranger.

(3) L'échelon des gains mensuels détermine une stratification sociale d'un nouveau genre (dans laquelle les notabilités politiques ont la prééminence).

(4) Cependant la fin de chaque mois démontre que, pour chaque catégorie socio-économique, le gain est réellement identique, et identique à zéro.

Analyser ainsi le rôle de l'argent, c'est en présenter une caricature: le propre d'une caricature est, en effet, de ne retenir que certains traits, d'en exagérer les contours. Il est pourtant significatif qu'au cours d'une enquête effectuée en 1971 dans plusieurs villages de la Côte-d'Ivoire, on ait recueilli des déclarations comme celles-ci: l'argent est “le fidèle serviteur”, “c'est comme mon père”, “c'est un dieu parmi nous”; “sans argent, il n'y a pas de vie”; “sans argent, l'homme ne peut prétendre être un homme”. Dans cette perspective, l'argent ne libère pas seulement des sujétions d'autrefois (“Les

(*) — Cette somme équivaut à peine à 160 cruzeiros de 1978.

enfants d'aujourd'hui, dit un vieillard, échappent à l'autorité paternelle; ils ne nous respectent plus, parce qu'ils gagnent de l'argent"); il tend à devenir lui-même autorité: "quand un homme a de l'argent, il est respecté même s'il est jeune", "l'argent donne tout".

De tels commentaires montrent à quel point l'argent est spontanément investi de charge affective ou sacrale. Celle-ci en vient à confisquer, à son profit, la puissance naquère espérée du recours aux liens familiaux et aux fétiches. Un tel transfert s'explique assez aisément dans un monde où valeur d'usage et valeur d'échange ne concernaient pas d'abord des "marchandises" destinées à la consommation, mais le respect de normes communautaires englobant tout ensemble l'économique, l'éthique et le religieux. A partir du moment où le recours à l'argent, signe économique nouveau, se manifeste préférable aux autres recours, l'éthique et le religieux basculent du côté des billets de banque, désirés non comme contre-partie d'un travail, mais comme source de vie. A la limite, les moyens d'y accéder comptent peu, le tout étant d'atteindre la source.

Beaucoup d'économistes retiennent volontiers l'augmentation du revenu moyen par habitant comme indice marquant la progression d'un pays dans la voie du développement. Cette estimation, d'ailleurs légitime, ne dit cependant rien de trois réalités qui ont affaire avec la vie quotidienne:

— les disparités parfois criantes entre les revenus d'une minorité ou d'une région privilégiée, et les gains des autres;

— la manière dont l'argent disponible est globalement utilisé dans ou contre l'intérêt d'un développement progressif de la collectivité;

— l'influence réelle du nouveau signe monétaire sur la vision du monde et l'éthique jusque-là prévalantes dans les communautés concernées.

Les deux premiers points relèvent d'appréciations quantitatives; il suffit de rassembler des chiffres corrects (ce qui, du reste, n'est pas toujours facile), puis de les comparer, pour porter un diagnostic sur les sens positif ou négatif d'une croissance apparente. On dispose ainsi d'indications qui permettent de sonder les bienfaits ou les méfaits d'un mode de production donné. Quant à l'impact de l'argent sur l'idéologie vécue au sein d'un groupe lignager, villageois ou national, il ne se mesure pas avec des chiffres. En outre, dans ce domaine, aucune analyse générale — si lucide soit-elle — ne saurait remplacer l'effort qui consiste à examiner attentivement les cas d'espèce.

3 — LES MIGRANTS MOSI

Voici justement un cas d'espèce: il s'agit de la manière dont l'"économique" entre en ligne de compte dans le phénomène des migrations *mosi* (*) depuis la Haute-Volta vers le sud, particulièrement vers la Côte-d'Ivoire. Cette manière mérite d'être appréhendée non seulement par des techniciens de l'économie, mais par des sociologues. C'est d'ailleurs ce qui fut tenté, entre les années 1972 et 1976, par une recherche multidisciplinaire de l'ORSTOM (**) entreprise à la demande du Ministère de la Fonction Publique et du Travail de la République de Haute-Volta. Cette recherche aboutit à une collection imposante de "documents d'analyse", complétés en 1977 par la publication d'un "rapport de synthèse".

Au nombre des documents d'analyse figure un travail minutieux effectué par un économiste. L'auteur, G. Ancey, pratique d'abord une étude structurelle des budgets familiaux, illustrés de matrices et graphes; ensuite, les facteurs de production qui représentent les ressources humaines, capital foncier et capital technique sont mis en rapport avec le phénomène migratoire. A propos de l'usage que les Mosi font de l'argent, l'étude conclut à "un pouvoir non libératoire de règlement", — c'est-à-dire qu'en pays mosi (où les structures traditionnelles sont fortement hiérarchisées), l'argent, pour une fraction appréciable de sa masse en circulation, échoue à conférer à ses détenteurs un quelconque pouvoir social. La constatation finale est la suivante: "Tant que les aînés continueront à contrôler étroitement les quatre bastions de leur fonction: terres, femmes, prestations en nature et chaptel, ils pourront sans grand danger abandonner à leurs cadets quelques bribes de champs personnels et un large accès à la monnaie." Au reste, G. Ancey note que les courants migratoires défient "l'analyse dès l'instant que l'on voudrait les réduire à une combinaison de facteurs simples, soi-disant évidents, tels que densité de population, taux d'occupation du sol ou (...) niveau absolu des revenus budgétaires."

De telles remarques montrent bien comment un écono-

(*) Les Mosi représentent une ethnie nombreuse (environ trois millions de personnes) constituant la moitié de l'effectif national de la Haute-Volta.

(**) O.R.S.T.O.M. — "Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer" (Paris).

miste honnête indique au sociologue un champ d'investigation que la pure analyse économique ne suffit pas à explorer.

Objectivement, économiste et sociologue se trouvent ici devant les faits suivants. En 1961, on comptait quelque 75.000 travailleurs hommes mosi et bisa (*) en migration dans les pays côtiers. En 1973, ce nombre est estimé à 215.000. Il atteint 314.000 personnes si l'on ajoute aux hommes actifs absents les femmes et enfants qui partent avec eux. Relevons, au passage, qu'un tel effectif comprend seulement les Mosi et les Bisa, c'est-à-dire — en gros — 60% de la population voltaïque. Or les 40% restants n'échappent pas à un mouvement migratoire qui caractérise aujourd'hui l'ensemble de la Haute-Volta. Si l'on veut donner une idée de l'absentéisme total des migrants voltaïques en 1973, on pourrait avancer le chiffre de 523.000 personnes (pour un effectif national d'environ six millions).

Revenons aux 215.000 hommes mosi et bisa travaillant hors de leur pays en 1973. Près de 75% d'entre eux sont célibataires. La plupart, en tout cas, sont jeunes, puisque l'âge moyen est de 26 ans. Si l'on considère, à l'époque, *l'ensemble des hommes* mosi entre 20 et 30 ans, c'est une cohorte de 53% parmi eux qui se trouve mobilisée, hors de son territoire national, pour la croissance des économies du Ghana et surtout de la Côte-d'Ivoire. Dans l'ensemble mal rémunérés, les migrants "épargnent néanmoins 25.000 francs CFA par individu et par an en moyenne, — ce qui, pour l'année de référence, représente une épargne globale de 4,5 à 5 milliards de francs CFA, dont 3,5 milliards environ seront transférés en Haute-Volta sous forme monétaire (*)".

Les informations ici rapportées proviennent d'un document (**) élaboré par les deux sociologues — J. Capron et J.M. Kohler — ayant participé à l'enquête ORSTOM. Ceux-ci formulent le commentaire que voici:

(*) — Il s'agit d'une autre ethnie voltaïque, dont l'effectif est beaucoup plus réduit que celui des Mosi. L'enquête confiée à l'ORSTOM portait sur les migrations mosi et bisa.

(*) — Trois milliards et demi de francs CFA correspondent à quelque 308 millions de cruzeiros 1978 (les 25.000 francs CFA d'épargne individuelle annuelle équivalant, pour la même époque, à 2.200 cruzeiros).

— Rappelons que la Haute-Volta se classe actuellement, sur les listes de l'ONU, parmi les pays les plus pauvres du monde:

(**) — Séminaire FAO-UNFPA, Tanger, novembre 1975.

“Quelles que soient leurs retombées monétaires, les migrations de travail vers l'étranger sont en fin de compte néfastes pour le pays. Elles condamnent à l'échec toute tentative de promotion technologique et économique de l'agriculture mosi, et plus généralement toute tentative de développement de la Haute-Volta. Et pour peu que les flux d'émigration (installation définitive à l'étranger) s'amplifient à l'avenir, la paupérisation du pays risque de devenir irréversible. La définition d'une politique susceptible d'enrayer les processus migratoires constitue donc un préalable à tout plan de développement. Mais, pour contrôler ou arrêter cette hémorragie de main-d'oeuvre, la marge de manoeuvre du planificateur est étroite, en raison des multiples déterminations dont relève la pratique migratoire.”

Irréductible à une “combinaison de facteurs simples” (Ancey), solidaire de “multiples déterminations” (Capron et Kohler), la migration appelle donc un diagnostic portant sur les *stratégies propres aux populations concernées*. Or ces stratégies ne ressortissent pas seulement à l'ordre économique, mais aussi bien au politique et à l'éthique, ainsi qu'aux institutions familiales et juridiques coutumières. Les travaux de Capron et Kohler s'efforcent précisément d'analyser dans cette large perspective le phénomène migratoire qu'ils étudient.

Tenant compte de l'histoire ancienne et récente des Mosi, une telle analyse met en évidence plusieurs éléments d'importance.

(1) Au sein d'une société où la hiérarchie est très marquée entre aînés et cadets, l'exercice du pouvoir, dans la tradition mosi, n'a jamais été synonyme de prédominance économique. Autrement dit, le pouvoir ici n'a jamais résulté “de l'investissement, dans la sphère sociale, de richesses accumulées à la faveur de l'exploitation des forces productives”. C'est *en contrôlant les rapports sociaux* que les aînés et les chefs ont maintenu leur contrôle sur les rapports de production (et non point l'inverse).

(2) Aujourd'hui, dans un pays monétarisé à la suite de l'intervention coloniale, il est clair que les migrants avancent, “comme motif majeur et souvent exclusif de leur départ”, la recherche de l'*argent*. Avec l'introduction et la généralisation du nouveau signe monétaire, c'est, à vrai dire, “vers une redéfinition des rapports sociaux” que s'est orientée la société mosi. Mais cette redéfinition est en instance; elle n'est pas

accomplie: il faut bien voir que l'argent — qui a en quelque sorte été donné à la société mosi par la transformation, imposée de l'extérieur, de son système de production — n'est, dans la pratique sociale, qu'un instrument". La *nature des relations sociales*, n'a pas encore été transformée par le recours à cet instrument.

(3) Après avoir reconnu que les jeunes, en migrant, cherchent et obtiennent de l'argent (résultat auquel n'arrivent guère ceux qui restent sur place), il convient de remarquer que la compétition monétaire consécutive à l'argent gagné se déroule essentiellement entre eux, dans une économie de *prestige*: "les dépenses ostentatoires, avec la complicité tacite des cadres d'autorité de la société, deviennent l'affaire quasi exclusive des jeunes". "Tout se passe comme si les ressources par la migration — et plus généralement par l'économie de profit — ne pouvaient être investies que dans une sphère mineure, celle des relations entre personnes n'ayant pas accédé à la majorité sociale. En isolant le groupe social le plus directement intéressé à une démocratisation de la pratique sociale, et en neutralisant l'arme la plus appropriés dans le contexte actuel à la lutte pour cette démocratisation, l'économie de prestige sert les intérêts des détenteurs des pouvoirs coutumiers, à court terme à tout le moins".

L'effet possible d'une étude ainsi abordée par le biais anthropologique, c'est de mieux comprendre pourquoi et comment les jeunes (détenteurs du pouvoir économique) et les aînés (détenteurs du pouvoir social) s'accordent tacitement à mettre entre parenthèses la masse monétaire qui circule.

De ce "gel (provisoire)" — repéré par l'économiste — il fallait, en somme, expliquer les antécédents, les modalités et les conséquences, c'est-à-dire le jeu d'ensemble. Et celui-ci s'éclaire, en effet, si l'on observe qu'au niveau des apparences dont se revêt la société mosi "le développement des migrations n'a pas compromis la relation inégalitaire existant traditionnellement entre aînés et cadets, — le pouvoir des premiers s'en trouvant même, depuis quelques années, affermi. L'ordre matrimonial (en particulier) demeure sous l'emprise des aînés, hors d'atteinte des stratégies que pourrait inspirer aux cadets la possession de l'argent". Pendant ce temps, il reste aux cadets le loisir de s'affronter entre eux "pour la conquête d'un prestige et d'un pouvoir qui ne leur sont d'aucune utilité pour accéder à la majorité sociale".

De telles considérations, qui intéressent de très près toute personne travaillant à planifier l'économie nationale de la Haute-Volta, nous ont conduit, bien évidemment, au-delà d'une analyse strictement économique.

Le début de cet article rappelait que les mots "production", "distribution", "consommation" entrent souvent dans la définition de l'économique. Se référant à d'autres termes, P. Bohannan note qu' "on peut appeler 'économie' la manière dont les ressources, la technologie et le travail sont combinés pour satisfaire les nécessités matérielles des individus et de leur groupe".

Quel que soit le chemin emprunté pour l'étude de phénomènes économiques, ceux-ci apparaissent, en tout cas, solidaires de comportements et d'attitudes qui débordent le domaine d'une analyse seulement économique. Ceux qui produisent, échangent et consomment, ceux qui exploitent certaines ressources plutôt que d'autres et opèrent, à partir de ces ressources, des transformations plus ou moins notables ne règlent pas leur action sur des purs motifs de profit monétaire ou de rentabilité. C'est pourquoi un économiste est toujours invité à reconnaître les conditions et les prolongements anthropologiques de sa discipline, laquelle s'appauvrit et se travestit elle-même quand elle tourne vers ce que j'ai appelé l'économicisme. Inversement, l'anthropologue qui prétendrait à la connaissance d'une société dont l'économie lui échappe se guiderait comme un aveugle, à tâtons, parmi les multiples objets de son investigation.